

## **La Gauche à venir : Que retenir ? Que proposer ?<sup>1</sup>**

*En quoi les idées fondamentales de la gauche restent-elles aujourd'hui des repères et des inspirations pour un "peuple de Gauche" devenu "ondoyant et divers" ?*

*Que sont les nouvelles aspirations de la société française, les attentes sociales et économiques, les craintes devant un avenir incertain ?*

*Que retenir aujourd'hui ? Que proposer pour une Gauche du XXIème siècle ?*

### ➤ **Introduction de Bettina Laville, Présidente de Convictions**

Au lendemain de l'intronisation du nouveau président de la République et des élections législatives, l'heure du bilan a sonné pour la gauche. Une gauche qui peut certes être satisfaite des bons résultats obtenus dans les différentes circonscriptions de France le 17 juin dernier. Mais une gauche indéniablement fatiguée, une gauche incontestablement diminuée depuis le Congrès du Mans de 2005. Il est cependant à noter que ce triste constat ne vaut pas seulement pour le Parti socialiste. Le climat humain de ce temps post-électoral est en effet détestable au sein de l'ensemble des mouvances situées à gauche de la majorité présidentielle. Manque de cohérence, conflits internes, individualisation de ses campagnes : elle ne peut désormais plus échapper à un bilan la concernant.

Et pour éviter de sombrer dans une lecture trop subjective du fait politique, analyses et critiques de politologues sont indispensables.

### ➤ **Intervention de Stéphane Rozès, directeur général de l'institut CSA, enseignant à Sciences-Po**

Merci de votre invitation. Je vais comme professionnel me concentrer sur que retenir pour la Gauche de la séquence que nous venons de connaître ? La Gauche se fixant comme objectif la transformation sociale, elle a tendance quand cet idéal s'éloigne de s'autonomiser du réel pour le préserver.

L'avantage de cette présidentielle, à Gauche, c'est que le panorama est fracassé. La défaite est nette. Elle ne peut donner lieu comme après la défaite de 2002 à une esquivance des raisons de l'échec qui était déjà en germe aux municipales de 2001 : décrochage des catégories populaires, manque de souffle et de projet.

Doit-on pour autant en conclure que la société dans son ensemble, a glissé à Droite ?

A gauche, on privilégie les valeurs d'égalité et de social. A droite, celles du mérite et de la responsabilité. Sur le souhaitable, le pays est idéologiquement à gauche sur les valeurs et les outils d'intervention de l'Etat dont le pays demande le retour au plan économique y compris

---

<sup>1</sup> Il s'agit d'un document intermédiaire, certains intervenants n'ayant pas relu leur intervention avant publication ; les propos repris ici ne peuvent donc engager que Convictions.

dans l'électorat de droite. Depuis une décennie, les Français, refusent le "cours des choses" du libéralisme économique qui se traduit par le retrait de l'Etat vécu dans notre tradition politique comme un retrait de la démocratie. De ce fait, ils ont soutenu la plupart des mouvements sociaux. Le contenu de la campagne de Nicolas Sarkozy ses références à Jaurès et l'ouverture sont l'expression de ce que le pays est scindé. L' "ouverture" du président n'est pas seulement une simple tactique. Cela découle d'une analyse de l'opinion française. Le pays est à Gauche sur le souhaitable. Mais comme la Gauche a tardé à dire en quoi le souhaitable était possible, le pays se tourne vers les solutions de droite qui distinguent le bon grain de l'ivraie, le travailleur de l'assisté, l'immigré choisi de l'immigré subi, le jeune qui se démène de la "racaille".

Deuxième enseignement, le Pays s'est précipité aux urnes car il a investi au-delà du contenu des politiques, l'incarnation du pouvoir.

Pour les acteurs de la gauche, la politique se ramène à la question sociale. Ils mésestiment que c'est la politique qui tient la société, car en France, l'Etat s'est fait avant la nation, le contrat politique commun porte l'identité. Cette nécessité est d'autant plus vitale, qu'à gauche, l'idée de progrès est en crise, à droite l'idée de marché est en panne et pour tous l'Europe comme notre prolongement ne fonctionne plus depuis le "non" au traité Constitutionnel.

Durant la présidentielle, l'attente de spirituel l'a emporté sur le temporel, le gouvernement des hommes l'emporte sur le gouvernement des choses. Ségolène Royal, Nicolas Sarkozy et François Bayrou ont eu en commun de dire que le pays irait là où il en aurait décidé et non en fonction de contraintes extérieures dans lesquelles le pays ne se reconnaissait plus. Tous les trois semblaient dire durant la campagne "je suis l'incarnation du pouvoir à l'Elysée, lui seul, fonde notre contrat commun". Cependant, leurs chemins étaient différents. La socialiste est partie des valeurs du spirituel pour élaborer un projet politique tandis que le candidat UMP est parti de sa capacité à résoudre le temporel pour ensuite construire les valeurs en cours de campagne. Autrement dit, Ségolène Royal a suggéré que la nature du rapport au pouvoir primait sur la question des mesures et de la résolution des problèmes. A l'inverse, les autres forces de gauche n'ont pas pu véritablement exister car elles se distinguaient par des alternatives de programme et non par la revendication de porter ici et maintenant le pouvoir à l'Elysée. Les Français ont refusé que "les puissants" soient des privilégiés. C'est d'ailleurs ce qui expliquait leur retrait de la vie politique depuis plusieurs années lors des élections. Le pays attendait une revalorisation du pouvoir de la relève. Ségolène Royal a eu du mal à articuler valeurs et solutions. Elle n'a pas su lier le temporel au spirituel. Tout comme Lionel Jospin en 2002, elle s'est posée en challenger plus qu'en candidate quand elle a, en fin de campagne, critiqué frontalement son concurrent.

Nicolas Sarkozy a su, lui, en campagne passer du temporel : de sa capacité à résoudre les problèmes en définissant des alternatives et distinguant les Français pour ensuite construire une dimension spirituelle au travers d'un récit national qui le dépasse.

La présidentielle s'est également jouée sur la représentation socioculturelle du pouvoir. Durant la campagne, ont existé deux modèles antagoniques qui s'apparentent à l'imaginaire collectif : celui de la démocratie participative et celui du bonapartisme dans un rapport direct à la nation. Mais durant la campagne présidentielle, le rapport à l'imaginaire a été profitable au bonapartisme de Nicolas Sarkozy. Si les citoyens l'ont porté au pouvoir, c'est qu'ils

estiment que le lien est plus fort et direct entre lui et le pays. Ségolène Royal a fait de la démocratie participative au départ une promesse qu'elle rendrait le pouvoir aux citoyens. Mais une fois investie, elle a mis entre elle et le pays son débat avec le PS. La démocratie participative est vécue comme un complément nécessaire à la démocratie représentative, elle ne peut s'y substituer, notamment pour les catégories populaires. A la fin de la campagne, la démocratie participative aura semblé être une fin.

C'est la figure du Bonaparte qui l'a emporté, celle du rapport direct avec le pays, un pas devant lui et aspirant à lui les corps intermédiaires au service de la Nation. Mais Bonaparte ne pourra devenir Napoléon. Car le pays a remis à l'Elysée le lieu de l'incarnation mais aussi l'objet de la dispute sociale et politique sur son contenu qui peut alors se redéployer.

La gauche doit avant tout d'ici à 2012 faire la démonstration que le souhaitable qu'elle porte en terme de valeurs est possible. La Gauche voulant transformer la réalité sociale, mais n'ayant pas travaillé ses outils, elle aura sanctuarisé le souhaitable en l'autonomisant du réel. Le phénomène Royal fut le contournement par le pays de questions stratégiques non résolues par la Gauche. Ses difficultés sont comme dans toute l'Europe liées ces dernières années à la fin du compromis mécanique socio-politique : "la prospérité pour le plus grand nombre contre la paix sociale". Elle aura différé un travail sur les outils de progrès social car elle s'est raconté que l'échec de 2002 était un accident, que les victoires électorales intermédiaires étaient prometteuses pour la présidentielle d'un effet "essuie glace" et escompté externaliser sur l'Europe ses contradictions, ce que le rejet du traité constitutionnel différa. Ségolène Royal a émergé lors du moment présidentiel qui permettait jusqu'à un certain point une autonomisation du spirituel sur le temporel... jusqu'à un certain point seulement.

Maintenant, la Gauche doit à la fois assumer d'incarner le pouvoir et de définir un nouveau compromis socio-politique dynamique.

➤ **Intervention de Gérard Grunberg, Directeur de recherche au CNRS et au CEVIPOF, Directeur scientifique de Sciences-Po**

Il y a un décalage entre les préoccupations des Français et la façon dont la gauche s'empare de leurs problèmes. Il serait très instructif de mener une enquête sur la façon dont la classe politique perçoit la société.

Par ailleurs, il faudrait travailler sur le défi suivant : comment faire du collectif dans une société de plus en plus individualisée ? Qu'est-ce que le collectif dans une société comme la nôtre ?

On a tendance à oublier, et c'est ce qui a profité à Nicolas Sarkozy, qu'il y a aussi à gauche des personnes qui ont envie de s'élever dans la société, de réussir individuellement. L'individualisme est dévalorisé et présenté comme de l'égoïsme. Or il existe des gens qui par leur travail, par exemple, veulent évoluer dans la société.

D'autre part, on oublie qu'il y a un côté positif dans le libéralisme : comme son nom l'indique, c'est la liberté individuelle. Mais la gauche n'a pas été capable de reprendre à son compte

l'idée de la réussite individuelle. Pourtant elle se doit de tenir compte de la volonté des individus de s'en sortir seuls, socialement parlant. Quant à Nicolas Sarkozy, il a su, à l'inverse, frapper juste en transformant la question que la gauche annonçait comme étant celle du chômage, en une valeur positive : celle du travail. Cela a été capital dans sa victoire. On a en effet vu, ces dernières années, monter l'idée selon laquelle le travail doit être récompensé.

En passant de l'insécurité des personnes à l'insécurité sociale, Ségolène Royal n'a pas su aller dans cette même mouvance. Sa difficulté à penser le collectif dans une société "individuelle" traduit tout à fait le malaise actuel de la gauche. L'exemple de la suppression des droits de succession illustre bien cela. La gauche a martelé qu'il s'agissait d'une mesure pour "les riches". Or les deux-tiers des Français approuvent cette réforme, ce qui traduit bien une orientation d'esprit individualiste et libérale en France, car il est bien entendu que les deux-tiers des Français ne font pas tous partie de ceux que la gauche nomme "les riches". Pour l'opinion, la réussite s'explique par le mérite. Mais ça, le Parti socialiste a du mal à l'admettre.

Autre exemple : le cas des services publics. Un certain nombre de Français est parfois confronté au mauvais fonctionnement de certains services publics. Ainsi, sur la question de la réforme des régimes spéciaux et sur celle du service minimum, beaucoup d'entre eux approuvent Nicolas Sarkozy, sans pour autant être des gens "de droite".

En France, il y a une crainte grandissante du changement ; crainte à laquelle la gauche n'a pas été capable de répondre. Et pour cause ! Elle s'est enfermée avec son propre électorat sur l'idée qu'il fallait se prémunir du danger que représentait la mondialisation. Cela est dû à une vision de l'économie de marché très particulière et différente de celle de Tony Blair quand il est arrivé au pouvoir, à savoir : que "le marché existe et qu'il existera". Selon lui, le problème n'était pas de défendre l'emploi mais de défendre les personnes.

A l'inverse, la gauche française a du mal à admettre qu'elle travaille pour améliorer le marché. Elle ne conçoit pas que ce dernier puisse créer des biens publics. Or le marché peut construire des égalités au même titre que l'Etat. Et inversement. Mais la gauche a fait l'erreur de transformer l'anti-capitalisme en anti-libéralisme. Ce faisant, elle a renforcé la légitimité de la rente. Or il ne faut pas mélanger l'esprit d'entreprise et la rente qui est perçue très positivement en France. La gauche doit donc redéfinir sa critique du capitalisme car celle du libéralisme est très confuse.

Il en découle que la gauche renvoie une vision plutôt noire de l'avenir en se situant dans un mouvement purement défensif et réparateur. En évitant de fournir des réponses articulées aux attentes et aux craintes des électeurs. Les Français auraient pu suivre une gauche en phase avec le monde tel qu'il est, mais aujourd'hui elle n'est pas capable de forger un projet mobilisateur.

### ➤ **Intervention de Roger Sue, professeur à l'Université de Paris V Sorbonne**

L'opinion française, comme il l'a été dit précédemment, n'a pas "tourné à droite". En revanche, le pays se situe dans des circonstances historiques qui ne sont pas favorables à la gauche. La France vit actuellement un moment de déclin idéologique. Il en résulte une montée de l'intérêt

de l'opinion pour les questions sécuritaires. C'est ce que Hobbes nommait "l'état Léviathan". Il est urgent de trouver de nouvelles formes de représentation de la société. Il est nécessaire de réintroduire le citoyen comme acteur majeur de la démocratie, de recréer du lien, de refonder du collectif. C'est le débat qui compte.

On est en droit de demander, face à ces analyses, plutôt pessimistes et inquiétantes concernant l'état actuel de la gauche, si nous ne nous trouvons pas face à une impasse... Avons-nous malgré tout la possibilité d'inventer une nouvelle manière de proposer face à ce constat quasi alarmant ?

Les militants sont inquiets et se posent une multitude de questions, notamment sur l'avenir du Parti socialiste. A-t-on vraiment le temps d'attendre 2008 pour la mise en place d'un congrès ? Nicolas Sarkozy n'est certes là que pour cinq ans, mais il a bien l'intention de faire passer bon nombre de réformes en force, et ce, dès maintenant. Le temps presse. Par ailleurs, tout se passe comme si les valeurs de la gauche étaient intangibles. Est-il, de ce fait, possible d'espérer voir un jour émerger une véritable gauche social-démocrate capable de représenter un contre-pouvoir efficace face au gouvernement de François Fillon ? Le projet à lui seul ne suffit pas, il faut quelqu'un qui le représente et sache l'incarner de façon authentique, un leader charismatique, tel que Nicolas Sarkozy l'a été pour la droite, un homme ou une femme qui sache décomplexer la gauche, notamment face aux réussites de Tony Blair ou des systèmes nordiques. On ne pourra refonder une gauche moderne que par une acceptation plus grande du libéralisme économique. La gauche a-t-elle aujourd'hui les outils adéquats à l'évolution de la société ?

➤ **Intervention de Patrick Braouezec, Député de Seine-Saint-Denis, Maire de Saint-Denis, Président de la communauté d'agglomération Plaine Commune**

Comment comprendre l'échec de la gauche aux élections présidentielles et législatives ?

Comment comprendre les multiples réussites de Nicolas Sarkozy ?

Comment comprendre sa victoire sur la rupture, sa victoire sur la récupération de la valeur travail ?

Concernant le libéralisme, notion à laquelle il a été plusieurs fois fait allusion précédemment, on ne peut nier le fait qu'il y a en effet en lui un aspect positif : la liberté. Nicolas Sarkozy a d'ailleurs su s'emparer de ce concept. Quant à la gauche, elle a sous-estimé la question de la financiarisation du capital et s'est, à tort, concentrée sur la démocratie participative en en faisant une sorte de fourre-tout. Un gadget en somme.

A-t-elle aujourd'hui les outils adéquats à l'évolution de la société ? Il semble que ça ne soit malheureusement pas le cas. L'avenir de la gauche consiste pour elle à penser qu'il existe encore aujourd'hui différentes formes d'exploitations. Or une grande partie des politiques n'a plus ce fondamental là en tête. Il en résulte que la gauche se retrouve face à une absence de perspective. Il faut faire ce qui n'a pas été fait depuis toutes ces années : travailler à un projet de société pour la gauche du XXIème siècle.

Il est absolument primordial de remettre au centre des débats la question du travail. Et cela, Nicolas Sarkozy l'a bien compris durant la campagne. Nul n'est besoin pour la gauche de réinventer des valeurs nouvelles, il faut simplement qu'elle parvienne à s'emparer de certaines notions existant déjà. En revanche, il est vrai qu'il existe une nouvelle donne dans le paysage politique français actuel : celle des progressistes de droite, ou contemporains de droite. A gauche, cela n'existe pas.

La gauche n'a plus de véritables perspectives aujourd'hui. Mais pour autant il ne faut pas avoir une vision noire de l'avenir. Pour cela, il est nécessaire d'éradiquer l'idée selon laquelle il y aurait d'un côté les idéologues et de l'autre les pragmatiques. D'une part parce que l'on peut avoir des fins concrètes, y compris dans ce système là. On ne doit donc pas opposer perspectives et concret. D'autre part parce que les pragmatiques sont tous des idéologues. L'un ne va pas sans l'autre.

La gauche s'est située durant la campagne dans une démocratie représentative relative et virtuelle ce qui l'a conduite à une grande distance entre le citoyen et le politique contrairement à ce que l'on a pu penser. Il faudrait renforcer la coopération entre partis politiques et mouvement social. La grande question est de savoir comment on peut faire émerger une nouvelle force qui rassemble tout ou partie d'un parti politique traditionnel mais qui n'en fasse pas le centre. Parce qu'il ne faut pas qu'il y ait de centre. Il faut que l'on arrive à construire cette force émergente d'une autre manière, sans doute moins pyramidal, en réfléchissant en tant qu'élus, en tant qu'associations, en tant que partenaires. Qui, aujourd'hui, donne sens à la société, à la façon dont on peut structurer ensemble un nouvel espace de démocratie ? Le mode d'organisation n'est pas forcément un parti, il peut être autre. Cela peut être un réseau, qui rassemble des gens sur de grands principes, de grandes valeurs, mais qui peut être aussi très informel sur leur pourtour. On romprait non seulement au niveau du contenu, mais aussi de la démarche, de la forme d'organisation, avec ce que l'on connaît maintenant depuis cent-cinquante ans à peu près, depuis en tout cas que les partis politiques existent. La gauche ne doit pas adopter une posture purement protestataire.

Par ailleurs, il serait profitable d'organiser des rencontres entre des acteurs de la gauche et des analystes, des chercheurs et des universitaires. Les partis politiques ne sont pas forcément les plus à même de construire un projet alternatif. Il est nécessaire de développer tout un travail intellectuel avec des gens qui sont pour certains restés en retrait, par rapport aux élections, mais qui sont prêts à travailler sur un projet politique. Il faudrait que des citoyens un peu éclairés, qui ont une pensée sur la société, qui ont déjà travaillé sur le sujet, amènent leur réflexion, leur travail, en rendent compte aux gens, pour que ceux-ci puissent en discuter. Le drame de la gauche aujourd'hui c'est de ne pas se servir de matériaux produits par des chercheurs, des gens qui ont fait des analyses de cette société, de ce qui bouge, de ce qui est en mutation, etc. Il s'agit d'un déficit à combler rapidement. La véritable démocratie participative ce serait cela. Les citoyens et les intellectuels doivent s'approprier la question politique. Il faut également mettre en avant des militants syndicaux, des militants du quotidien, des militants associatifs qui ne sont pas forcément dans des grandes organisations syndicales ou associatives mais qui sont souvent très impliqués dans la vie citoyenne et qui ont une véritable pensée politique, de façon à enraciner un projet au plus près des gens. La gauche doit apprendre à bousculer ses habitudes.

➤ **Intervention de Patrick Viveret, philosophe, Directeur du Centre international Pierre Mendès-France**

Un constat : la gauche n'a pas su préparer le terrain sur la question de la mondialisation. Il est étrange de constater que la gauche se trouve dans une situation de perdante alors que durant la campagne, et aujourd'hui encore, elle se situait et se situe a priori à un moment historique qui aurait dû et qui devrait lui être structurellement favorable. La victoire de Nicolas Sarkozy a en effet eu lieu lors d'un double changement structurel qui aurait pu lui être néfaste. Ces changements sont liés à la question du dérèglement climatique, qui met en échec le triptyque conservateur de la dérégulation, de la compétition à outrance et de la délocalisation (le "modèle DCD") car nous avons besoin au contraire de régulation, de coopération et même de relocalisation (cf. le rôle des transports dans le dégagement de gaz à effet de serre). Les droites sont confrontées à cette difficulté tout à la fois culturelle et structurelle. En outre l'hyper-marchandisation et l'emballage démesuré de l'économie spéculative conduit, comme l'avait vu Karl Polanyi à détruire la substance même du vivre ensemble d'une société, par le creusement des inégalités, la perte des repères et des valeurs fondamentales et la dissolution du lien politique. Du fait du poids croissant de l'imaginaire lié à la mutation informationnelle, la composante émotionnelle est devenue déterminante dans les rapports sociaux. On va vers davantage de socialisation, davantage d'abondance et davantage de gratuité. L'économie produit des processus d'abondance tels que la société tend à aller parfois jusqu'à des situations tendanciennes qui relèvent presque de la gratuité (cf. le débat sur le téléchargement d'œuvres). Mais, pour bien vivre la socialisation, il faut bien vivre la question de l'identité individuelle. Quant à l'abondance, elle crée le vertige et la dépression quand elle s'offre à des êtres ou à des groupes qui ne sont pas au clair sur leur projet de vie. Enfin, ce qui est de l'ordre de la gratuité vient perturber la valeur de ce qui définit le couple rareté/cherté.

Nous aurions besoin d'une gauche qui vive ses valeurs pour de bon et assume un projet centré sur la solidarité et le développement dans l'ordre de l'être plutôt que d'être fascinée par la compétition et la croissance dans l'ordre de l'avoir. Une gauche "jaoussienne" capable de prendre le meilleur des traditions socialistes, écologistes et alternatives, sans en avoir le pire. Une gauche qui ose être ce qu'elle prétend, qui ose vivre ses valeurs, ce mot si fort qui étymologiquement veut dire "force de vie" !

➤ **Intervention de Dominique Bertinotti, Maire du 4ème arrondissement de Paris**

Pour répondre à la question "*Peut-il y avoir un souffle nouveau de la gauche ?*", il faudrait se mettre en adéquation entre la réalité de la société et la nature des propositions formulées par les politiques. Il faudrait se confronter au réel et non pas à une société fantasmée. Il existe en effet un véritable décalage entre les attentes de la société et le corpus idéologique, qui devrait être rénové. Il faut une politique par la preuve. Avoir des responsabilités politiques, ce n'est pas qu'une fonction de gestionnaire, d'autres pourraient le faire. Être politique c'est partir de valeurs et de convictions, regarder les véritables problèmes qui se posent à la société, y apporter des réponses. Nous sommes confrontés à une montée légitime de l'individualisme à laquelle la gauche n'a pas su répondre comme il l'a été dit précédemment. La gauche n'a pas

su intégrer les attentes individuelles à une démarche collective car l'individu dérange la gauche. Une gauche qui n'a pourtant pas d'autre choix que celui de se mettre en adéquation avec ses propres pratiques. Nous vivons une distorsion entre la pratique au niveau local et le projet général porté par le Parti socialiste. La gauche a voulu tout faire au même moment et c'est là où l'on mesure le décalage entre Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy qui, à l'inverse, a su anticiper à long terme. Sans souffle nouveau, c'est toute la gauche qui est condamnée à rester dans l'opposition.

*"Quelles sont les conditions de ce souffle nouveau ?"*

- Tout d'abord, il faut retravailler sur la structure du devenir de la gauche et poser les bonnes thématiques.

- Il faut également revoir les pratiques de la gauche. Le temps des leaders politiques qui indiquent ce qui est bon aux citoyens est révolu.

- Il est nécessaire de se doter d'un parti et d'un syndicalisme de masse. La victoire de la gauche passe par là. Il faut donc, de ce fait, se poser la question des alliances. Il faut introduire une dose de proportionnelle à l'Assemblée nationale et au Sénat, ne plus se tourner en permanence vers les mêmes partenaires, vers des alliances inefficaces.

- Enfin, la rénovation idéologique doit se faire sans tabou. On doit par exemple être capable de remettre en cause le modèle social actuel, pouvoir questionner les services publics, etc.

Faute d'être restée dans un entre-deux, la gauche a échoué car ses modèles ne correspondent plus à l'attente d'un grand nombre de Français. Il faut toutefois rester confiant et espérer un retour des experts, des intellectuels et des syndicalistes vers le politique. C'est un beau défi et c'est peut-être là que réside l'avenir de la gauche; la gauche du XXIème siècle.

#### ➤ **Intervention de Razzye Hammadi, Président du Mouvement des jeunes socialistes**

Il y a une crise de la gauche, une crise du Parti socialiste. Beaucoup de politiques sont d'accord là-dessus : Henri Emmanuelli, Benoît Hamon, Dominique Strauss-Kahn, ... On explique que le Parti socialiste est en déphasage avec la société et que les jeunes doivent remplacer les plus âgés alors qu'en 2012, le nombre de seniors de plus de 60 ans sera supérieur à celui des moins de 20 ans. Des ténors, comme Dominique Strauss-Khan ou Laurent Fabius, préfèrent démissionner alors que pourtant les jeunes ont besoin d'eux et de leur expérience pour refonder le parti. Ce parti qui est vieillissant tout comme l'est la société française. Les principaux leaders sont à la fois au Bureau national du parti et dans des circonscriptions locales depuis des années. Cela pose une nouvelle fois le problème du cumul des mandats avec lequel il faudrait en finir une bonne fois pour toutes.

Autre question qui n'a jamais été évoquée concernant le vieillissement de la population : l'absence de perspectives politiques et stratégiques avant l'âge de 30 ans.

Il ne faut pas opposer les générations au sein du Parti socialiste alors qu'on parle de solidarités intergénérationnelles.

Autre constat dont personne ne s'est fait l'écho : c'est la première fois qu'un président de la République est élu sans obtenir une majorité de suffrages chez les jeunes, qui lui ont globalement préféré Ségolène Royal.

On a une vision de l'éducation politique erronée en France. On doit d'abord obligatoirement passer par la case militant actif pendant des années avant de pouvoir gravir les échelons et d'accéder aux instances supérieures. Puis, par la suite, on cumule les mandats durant une période extrêmement longue sans passer la relève aux plus jeunes. Le problème ce n'est pas l'âge des députés, sénateurs, présidents de régions, maires et autres politiques socialistes, c'est plutôt le fait qu'ils puissent rester à leurs postes durant des décennies sans possibilité de renouvellement. Le terme de "renouvellement" n'est pas à entendre au sens de renouvellement générationnel mais au sens de refondation, de mixité intergénérationnelle.

Enfin, il est à noter que le problème des socialistes est qu'ils n'ont jamais accepté le monétarisme, ce qui n'est pas le cas des jeunes socialistes qui n'ont pas vécu la rupture entre socialisme "ancien" et économie de marché.

➤ **Intervention de Jean-Christophe Cambadélis, Député de Paris**

La gauche, si elle n'est pas morte, a une difficulté importante : celle de concevoir une orientation politique de transformation sociale.

La gauche n'a toujours fait que parler d'aujourd'hui. Elle n'a jamais été capable d'évoquer les lendemains. C'est en cela qu'elle s'oppose à Nicolas Sarkozy qui a réussi à bousculer les dogmes de la société française. Il a compris, à juste titre, dans la société française l'annonce a valeur de fait. Il ne faut pas être dans la simple opposition frontale.

Cependant, on ne peut pas refonder la gauche en vase clos. Il faut être dans l'imaginaire d'une autre société que celle que Nicolas Sarkozy est en train de construire. Celui-ci est parvenu à envahir l'imaginaire social du "monde d'après". Il a montré qu'il y avait un possible. Ainsi, par rapport à une politique donnée, il faut être capable de définir un autre type de politique en s'inspirant de la première.

En fin de compte, la gauche a continué à fonctionner autour du thème capital/travail. Mais elle ne peut plus être le parti des idéaux porteurs de la classe ouvrière. Elle ne peut plus être simplement l'expression d'une lutte sociale. La gauche doit faire des choix et indiquer quel est le compromis qui fera tendre la société actuelle vers une société juste. Il faut pouvoir associer ordre et liberté. C'est cela l'ordre juste.

Il y a par ailleurs une crise de la représentation française au sein même du Parti socialiste. L'Assemblée n'est pas aux "couleurs de la France". Il va également falloir régler cette crise. Et ceci est valable aussi pour la parité même si, indéniablement, des efforts ont été faits à ce niveau.

Enfin, il y a à gauche une crise de la décision qui pourra se résoudre en renouvelant la sémantique du parti.

Et avant de penser aux alliances, il faut penser à la refondation. Parler d'alliances à ce stade signifie que la gauche est définitivement incapable de se renouveler et d'aller seule de l'avant. Evoquer une quelconque alliance de façon si précoce revient à enterrer la gauche.

Dans un premier temps, il faut refonder. Ce n'est qu'après que l'on peut parler de coalition ou d'association. En respectant cet ordre des choses, la gauche obtiendra sans doute les deux : la refondation et les alliances.

Pour terminer, il faut ajouter que si l'on parle de rénovation et de refondation de façon générique, nul n'a encore évoqué la nécessité de refonder la déclaration de principe du Parti socialiste. Il faut prendre le problème à bras-le-corps, et se fixer d'abord comme objectif de réviser la déclaration de principe, celle qui fonde le Parti socialiste. Il n'y a en effet pas un mot sur l'écologie, ni sur la mondialisation, ni sur le marché, encore moins sur le précarat dans cette déclaration. La question économique est totalement absente, quant à l'Europe, la formulation est totalement défensive. Il est nécessaire de tout revoir et d'expliquer en quoi le but du Parti socialiste et de la gauche est celui d'une société juste. Les motions sont des freins à la refondation. Le Parti socialiste ne doit pas se déterminer par rapport aux stratégies des présidentiables mais par rapport aux préoccupations des Français. Il faudrait que la gauche s'intéresse davantage aux réponses qu'aux positionnements. C'est pour cela qu'il faut changer jusqu'au rituel des congrès. Il faudrait y penser. Il est temps désormais. Le temps presse. Les réformes n'attendront pas que la gauche panse ses plaies.

#### ➤ **Conclusion de Bettina Laville**

Le Parti socialiste doit dans un premier temps régler ses problèmes internes avant de chercher à s'ouvrir et à s'allier aux autres acteurs de la gauche ou du centre. Il faut savoir qui l'on est avant de négocier avec les autres.

Si la gauche se doit de savoir qui elle est, elle doit avant tout savoir ce qui se cache derrière les attentes du peuple français et, par extension, déterminer qui sont les Français. Pour ce faire, elle aura besoin de l'aide de penseurs, d'intellectuels, de chercheurs et d'analystes. Seule, elle ne peut rien. Seule, elle n'obtiendra qu'une vision bureaucratique des solutions à apporter aux angoisses des citoyens. Seule, elle ne saura se remettre en question.

\*